Élections syndicales, occupations d'entreprises & demandes de nationalisations

VENEZUELA - Chronique des luttes des travailleurs, des travailleuses et des syndicats

Valentina Vadell, Manuel Lopez & Tamara Pearson

jeudi 8 octobre 2009, mis en ligne par Thierry Deronne

3 octobre 2009 - La transition vers l'entreprise de propriété communale au Venezuela : l'exemple de Polimeros Ocaña (État de Yaracuy), *par Valentina Vadell*

Pour le contrôle ouvrier !

Les travailleurs de l'entreprise Polimeros Ocaña sont partis durant le mois de décembre pour des vacances bien méritées et à leur retour en janvier, ils se sont tous fait renvoyer sans aucune justification. L'entreprise a fermé ses portes et a cessé toute activité pour une seule raison : le refus de continuer à travailler dans la municipalité de Peña. Même si ces raisons peuvent en partie se comprendre, certains antécédents révèlent que les propriétaires de l'entreprise n'avaient qu'un seul but en tête, celui de s'enrichir. A plusieurs reprises, ces derniers se permettaient de changer le nom de la société afin de ne pas honorer les salaires des employés comme ils viennent de le faire avec les salariés actuels.

C'est pourquoi les travailleurs ont décidé de s'organiser avec les conseils communaux afin de lancer la procédure adéquate. Un jour, après une réunion convoquée par le patronat, les salariés décidèrent d'occuper les lieux car les voisins les avait prévenu que toutes les machines commençaient à être démontées pour un éventuel déménagement. Ils exigèrent une visite de l'Inspection du Travail de San Felipe. A la suite de cette visite qui confirmait qu'une partie des équipements avait été démantelée, les travailleurs décidèrent d'un accord commun de surveiller les installations de l'entreprise afin de ne pas perdre les outils de travail, étant donné que quelque temps plus tôt, les droits des travailleurs furent complètement bafoués quand les dirigeants prétextèrent un vol qui d'ailleurs, ne fut jamais prouvé par les organes de l'État.

L'objectif que les travailleurs se fixèrent fut celui de transformer l'entreprise en un outil de production à caractère social, sous gestion ouvrière et avec la participation des communautés. Après 6 mois de lutte et

d’acharnement dans l’entreprise, avec enfants, famille, et toutes les incertitudes qu’une telle situation génère, les travailleurs ne reçurent aucune réponse de la part du gouvernement national. En plus de l’ampleur du problème vint s’ajouter le manque de réponse de l’État.

« Ça a été très dur de nous maintenir ici et c’est grâce à la formation que nous avons suivie, nous sommes unis, nous les travailleurs qui luttons au quotidien, mais ça a été vraiment très difficile de maintenir la famille » (travailleurs de Polimeros Ocaña).

Les propriétaires demandèrent une réunion avec les travailleurs devant l’incertitude de la situation mais surtout parce qu’ils pensaient que la communauté allait s’en prendre à eux. Ils organisèrent alors une table de négociations autour de laquelle se réunirent travailleurs et patrons, le maire en tant qu’autorité régionale, les 5 conseils communaux de la région, et au bout de laquelle des engagements furent pris, mais jamais honorés par le patronat, comme c’était à prévoir. « …tout ce qu’ils voulaient c’était s’en aller d’ici car dans la réunion ils acceptaient tout !… » Ramon Teran (travailleur)

L’entreprise Polimeros Ocaña produit aussi bien des sacs poubelles que des emballages pour produits alimentaires (riz, café, farine, lait, sucre) distribués dans tout l’état. Les travailleurs en lutte reprochent aux entreprises d’État PDVAL et MERCAL de ne pas se fournir chez Polimeros Ocaña et de préférer acheter à des entreprises privées, étant donné que ces derniers disposent de toute l’infrastructure pour produire de tels emballages.

Depuis qu’ils occupent temporairement les locaux pour remettre en marche la production, les travailleurs réalisent des tables de travail hebdomadaires, au cours desquelles ils discutent le projet d’entreprise en tant que propriété communale, l’importance de la société dans son environnement et ses liens avec les conseils communaux.

On veut éviter que le profit ne soit pas concentré dans les mains d'une seule personne, un propriétaire, mais plutôt à toute la communauté. Par exemple, si l'école a besoin de nouvelles toilettes, que la société soit en mesure d'en assurer les frais. De cette manière, tout est réinvestit dans la communauté et dans le futur, les enfants et les petits enfants pourront conserver la société.

Pour l'état ayant le plus fort taux de chômage, cette entreprise est synonyme de bien-être dans la communauté. C'est la raison pour laquelle ils luttent afin de préserver Polimero Ocaña dans la région et espèrent recevoir, en contrepartie, le soutien d'un gouvernement qui non seulement ne les abandonne pas à leur sort, mais soit attentif aux demandes de son peuple.

*Traduction : **Lazhari Abdeddaïm**, collectif Vive Belgique.*

---

2 octobre 2009 - Les travailleurs appuient la nationalisation de l'entreprise de café Fama de América, *par Manuel López*

Les travailleurs de la plante de Fama de América de Yaguara ont dénoncé les actions des employés en col blanc du siège d'Altamira qui ont essayé de paralyser les tâches d'emballage jeudi.

Les travailleurs de Yaguara ont qualifié l'action de ces personnes de « show médiatique » et ont exigé au Gouvernement de nationaliser l'entreprise.

« La situation de l'entreprise n'est pas viable entre les mains des actuels propriétaires ; nous avons affronté la situation de désapprovisionnement qui se présentait et soutenons la mesure d'occupation temporaire d'Indepabis (Institut de défense des Personnes dans l'Accès aux Biens et Services) et du Ministère du Pouvoir Populaire de l'Agriculture et des Terres. Les patrons de Fama de América ne nous le pardonnent pas et si la compagnie retombe dans leurs mains, il y aura sûrement des représailles contre nous », ont déclaré les représentants syndicaux après l'assemblée de travailleurs effectuée dans les installations de la Yaguara.

Gustavo Martínez, secrétaire d'Embauche ; Alberto Zapata, secrétaire d'Organisation, et Wilfredo Bejarano, secrétaire général du Syndicat Fama de América ont fait appel au ministère du pouvoir populaire de l'agriculture et des terres pour qu'ils visitent les installations de l'usine et prenne des mesures en vue de la nationalisation. Martínez a assuré qu'ils n'ont pas refusé le dialogue avec les propriétaires de Fama de América. « Le problème est que les patrons refusent de venir à la compagnie. Nous lançons un appel aux employés d'Altamira pour clarifier la situation », a manifesté Wilfredo Bejarano.

Les travailleurs ont remercié pour son appui le Ministère du Pouvoir Populaire pour le Commerce à travers Indepabis (Institut de défense des personnes dans l'accès aux biens et aux services) pour le soutien offert à tous et à toutes celles qui travaillent dans l'entreprise et ont décidé de maintenir la vigilance pour éviter toute tentative de sabotage.

Erikson Lugo, du département de maintenance technique, a déclaré qu'on ne peut plus repousser la nationalisation et s'est dit en accord avec les actions du gouvernement bolivarien. Pour sa part, Iván Aristegueta, mécanicien industriel du secteur de torréfaction, a assuré que « cette situation n'est plus tenable. Dans ces conditions la conciliation entre les travailleurs et les propriétaires n'est pas possible. Il pourrait y avoir une chasse aux sorcières contre nous. Je crois qu'on ne peut plus faire marche arrière ».

Café vénézuélien, qualité d'exportation : les stocks existent

Jeudi la plante a effectué une production de 40.7 tonnes et possède un inventaire de 42,4 tonnes de café emballé.

« Nous sommes en pleine époque de récolte. Avant on paralysait les activités en juillet, août et septembre, l'entreprise cessait ses activités, le personnel sous contrat ne percevait pas de salaire. Maintenant le Gouvernement fournit la matière première, ce qui garantit la poursuite des opérations pendant les mois de récolte. « Nous dépendons des envois, nous procédons à l'emballage quand nous avons la matière première, ce n'est pas une opération continue. Les autorités effectuent des importations du Brésil et du Nicaragua pour pallier les inventaires qui manquent et de cette manière maintenir l'approvisionnement », explique Gustavo Martínez.

Selon les porte-parole des travailleurs l'entreprise est en parfaites conditions, il y a des machines achetées après l'année 2000 et une acquise en 1978 qui sont en parfaites conditions, « bien que nous ne travaillions pas à la capacité maximale », a expliqué Gustavo Martínez, secrétaire d'embauches de Fama de América.

Source (espagnol) : El Correo del Orinoco.

---

2 octobre 2009 - Le syndicat soutenu par le Parti socialiste unifié (pro-Chávez) recueille 54 % des voix des travailleurs pétroliers, *par Tamara Pearson*.

Hier la Fédération unifiée des travailleurs pétroliers vénézuéliens (FUTPV), qui représente la majorité des ouvriers de la compagnie d'État PDVSA, a organisé les premières élections du comité directeur syndical. La plate-forme soutenue par le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV, pro-Chávez), la Plate-forme 7, a remporté le scrutin avec 54,27 % des voix.

Quelques heures après la fermeture des bureaux de vote, la commission électorale de la FUTPV a annoncé les résultats des élections qui se sont tenues dans 18 de 23 États du Venezuela. L'élection était une première pour la fédération, qui regroupe 185 syndicats et s'est formée en avril 2007 en partenariat avec la compagnie pétrolière d'état du Venezuela, PDVSA et le ministère du travail. Dans le but d'unifier les quatre principales fédérations syndicales de cette industrie.

Les élections avaient été retardées plusieurs fois car divers courants avaient introduit des appels concernant l'éligibilité de tel ou tel candidat. Le ministère du travail a nommé une direction provisoire qui comprend Will Rangel, actuel dirigeant de la Plate-forme 7.

D'autres courants-clés participant aux élections sont la Plate-forme 1 (Courant classiste autonome révolutionnaire unifié d'extrême gauche (C-CURA, tendance trotskiste) et la Plate-forme 9, en grande partie composée de la direction provisoire, avec des partisans et des adversaires du gouvernement.

La plate-forme 7, baptisée Avant-garde ouvrière socialiste (VOS), a reçu 15 009 votes, soit 54,27 %. La plate-forme 1 a reçu 7 557 votes (27,32 %) et la Plate-forme 9 a reçu 2 698 votes (9,75 %).

En conséquence, le nouveau comité exécutif, avec pour président Will Rangel, sera composé de six membres de plate-forme 7, trois de la plate-forme 1 et un de la plate-forme 9. Dans le comité d'audit, deux membres principaux proviennent de la plate-forme 7 et un de la plate-forme 1. Pour le tribunal disciplinaire de la fédération, trois des membres principaux viennent de la plate-forme 7 et deux de la plate-forme 1.

36 692 ouvriers d'industrie de pétrole avaient le droit de voter. Le taux d'abstention a été de 21,7 %. Le Conseil national électoral (CNE) a organisé l'ensemble du processus électoral. Dans sa conférence de presse, il a validé le scrutin, notant pour seul inconvénient l'absence de quelques témoins dans certains bureaux.

Rangel a qualifié les résultats de « triomphe de tous les ouvriers et de leur leader le Président Hugo Chavez ». Ce dernier a commenté les résultats : « c'est la classe ouvrière assumant son rôle d'avant-garde de la révolution. Je félicite tous les ouvriers de PDVSA ».

Servando Carbone, coordinateur du Syndicat national des travailleurs (UNT) a déclaré que les élections étaient un reflet de la force du mouvement révolutionnaire. Simon Castillo, lui aussi de l'UNT, a dit que les résultats ont reflété la capacité d'organisation et de participation du mouvement syndical.

La préparation des élections de FUTPV a été marquée par quelques controverses. Le ministre de l'énergie Rafael Ramirez, qui est aussi le président de la compagnie PDVSA, avait dit en juillet que « la révolution aurait dû gagner les élections avant de discuter le contrat collectif du syndicat », venu à expiration en janvier cette année. Ramirez avait aussi accusé l'opposition de manipuler quelques syndicats, et on avait observé des manifestations et des accusations entre les différents courants syndicaux.

Source (anglais) : http://www.venezuelanalysis.com/news/4836

Traduction : www.larevolucionvive.org.ve.

Photos libres de droits.

Premières publications des textes :

http://www.larevolucionvive.org.ve/spip.php?article355
http://www.larevolucionvive.org.ve/spip.php?article347
http://www.larevolucionvive.org.ve/spip.php?article346